

Introduction de Monique Bourin

Cette rencontre leur avait été inspirée par la constatation que l'histoire économique subit une vive désaffection, parmi les médiévistes notamment, désaffection due peut-être à un certain désarroi devant la nécessité de renouveler les méthodes imprudemment quantitatives de jadis. Elle se proposait donc de croiser les approches méthodologiques des historiens médiévistes avec celles des anthropologues, des économètres et des économistes. Le thème du marché de la terre avait été choisi spécifiquement dans cette perspective d'ouverture critique, parce qu'il est assez peu étudié par les médiévistes, mais qu'il a été renouvelé par les travaux de certains modernistes il y a une dizaine d'années ; il importait de rediscuter les points de vue et les résultats de ces modernistes à la mesure des données des sources médiévales, et de les enrichir de l'apport de disciplines connexes, qu'on pouvait pressentir comme essentiel.

Dans cette introduction générale, Monique Bourin rappelle les enjeux et les cheminements historiographiques qui ont présidé à l'organisation du colloque. En 1987, Chris Wickham avait ouvert la voie en critiquant la notion de " marché " : ce concept, si on le limitait à son acception habituelle, strictement économique, semblait inadapté pour décrire la circulation marchande de la terre à l'époque médiévale. Face à cette interrogation, deux tendances apparemment contradictoires ont connu des développements importants dans les dix dernières années : elles ont largement opposé les historiens aux économistes anglo-saxons.

Les historiens ont dans l'ensemble adhéré à l'analyse de Wickham. À la fin des années quatre-vingt-dix, aucun chercheur n'analyserait la circulation des terres en se référant à une application simpliste de la loi de l'offre et de la demande. Pourtant, il est possible que l'historiographie ait péché par excès : à force de mettre en avant les aspects sociaux et anthropologiques, les historiens n'ont-ils pas in fine trop négligé les aspects économiques des échanges ? Surtout, il n'est pas certain que, cédant à un écueil intrinsèque de l'interdisciplinarité, les médiévistes ne soient pas victimes d'une vision obsolète, schématique et simpliste de la science économique. Indépendamment de cette tendance, mais selon un chemin opposé, des économistes, américains pour la plupart, ont investi le champ de l'histoire médiévale ces dernières années. L'importation de modèles économiques, qui impliquent la maîtrise des outils mathématiques, a été alors souvent perçue comme un anachronisme. D'où les critiques, souvent ironiques, effectuées par les historiens médiévistes sur les travaux de ces spécialistes.

L'objet de la rencontre des Treilles était de dépasser cette opposition stérile : le temps semblait venu d'élargir le regard porté sur la science économique sans néanmoins revenir sur une compréhension complexe de la notion de marché, que seules les analyses historique et anthropologique peuvent éclairer. Au-delà des condamnations trop

rapides, la mise en valeur de ces contributions méthodologiques en histoire dépendait de la participation active d'économistes et d'anthropologues professionnels au débat. L'intérêt d'une confrontation des compétences apparaissait alors évident : un travail continu d'une semaine semblait bien le meilleur cadre pour un tel projet.

Conformément à cet objectif, le colloque s'est déroulé en deux temps. Après une " introduction à quatre voix " qui permettait à chacune des disciplines (histoire, anthropologie, économie, économétrie) de présenter ses réflexions liminaires, une première partie des travaux présentait des rapports historiographiques régionaux et une seconde des études de cas, avant que les conclusions ne permettent d'ouvrir des perspectives de recherches futures.

La " voix " des historiens s'incarnait dans celle de [Laurent Feller](#). Son introduction tentait tout d'abord de rejeter les apories qui ont trop longtemps stérilisé le débat. L'historien doit en particulier se prémunir d'une vision trop dogmatique de la notion de " propriété ", qui interdirait de considérer la possibilité d'une circulation marchande de la terre dans un monde dominé par la seigneurie. Il apparaît en effet clairement que la terre a fait l'objet d'une appropriation paysanne, même là où elle n'est pas censée exister, comme le montrait Postan dès les années 1960. La prise en compte de l'hypothèse " marché de la terre " pourrait se révéler profitable, alors que sa mise à l'écart a priori risquerait de constituer une contre-performance. Et ce, d'autant que cette approche s'avère profondément féconde : s'interroger sur la possibilité qu'ont eue (ou que n'ont pas eue) les paysans de faire circuler les terres qu'ils détiennent autrement que par héritages, revient aussi à réévaluer la nature même de l'économie paysanne et, par extension, celle de l'économie médiévale. Le problème de la circulation des terres mène surtout à la question essentielle de la rationalité économique. Dans les sociétés médiévales, le statut de la terre, au sein de la famille comme à l'échelle de l'ensemble de la société, fait de sa vente un moyen d'établir ou de renforcer le lien social. Dans ces conditions, le prix versé ne saurait avoir une valeur uniquement économique. La prise en compte de facteurs non économiques ne doit pas pour autant éloigner l'économiste et ses outils. Ce n'est pas parce que les ventes disent autre chose que ce qu'elles semblent dire que l'instrument statistique n'est plus efficient au moins pour une part des différents éléments qui les constituent. Utiliser de tels instruments comme le fait de poser la question d'une rationalité économique médiévale n'est pas par essence une démarche anachronique : pourvu qu'elle intègre l'étude des conditions spécifiques de cette rationalité, elle fait, au contraire, du marché de la terre un lieu central de la recherche historique.

L'économètre Jean-Pierre Florens allait abonder dans ce sens. C'est un mauvais procès que de reprocher à l'économètre l'anachronisme de ses modèles. Un modèle peut en effet intégrer ce que les historiens considèrent comme non-économique. Pour l'économiste, le marché existe toujours, même si il n'est pas toujours un marché de

concurrence. Contrairement à ce qu'une vision simpliste suggérerait, il est tout à fait possible de s'inscrire hors du cadre strict de " l'équilibre général ". Ainsi, le marché de la terre au Moyen Âge semble adapté à une étude reposant en premier lieu sur la théorie des jeux. Celle-ci est apte à décrire des échanges entre un petit nombre de personnes et prend en compte la notion de stratégie. Sur cette base, il est envisageable de construire des modèles reposant sur des données apportées par les historiens. Ils ne constitueraient pas une vision anachronique des sociétés médiévales mais une formalisation mathématique du raisonnement habituellement élaboré par l'historien. Afin d'illustrer son propos, Jean Pierre Florens présentait aux participants une introduction générale à l'économétrie qu'il serait vain de rapporter ici.

L'économiste Agnès Gramain tentait également de dissiper des malentendus liés pour l'essentiel à une vision trop réductrice de la science économique. Il est évident que le marché de la terre ne saurait s'inscrire dans un modèle de marché de concurrence pure et parfaite. La notion de marché ne saurait se limiter à ce modèle walrasien, présenté par Agnès Gramain en détail aux participants, très critiqué par les économistes eux-mêmes. En conséquence, ainsi que le soulignait son prédécesseur, il est nécessaire que les historiens se tournent vers d'autres tendances de la théorie économique. Elle soulignait notamment l'intérêt de la théorie des " prix hédoniques ", appliquée habituellement aux objets précieux et à l'immobilier. Cette dernière, à l'image de toutes les analyses fondées sur la théorie des jeux, présente l'avantage majeur de se passer des cinq hypothèses walrasiennes.

L'introduction de Florence Weber souhaitait s'inscrire dans une perspective plus ethnologique qu'anthropologique. Sans chercher à dégager des concepts universalistes, comme le prétendrait une démarche héritée du structuralisme, elle souhaite développer une approche centrée sur la prise en compte du " discours indigène ", seul remède efficace contre l'ethnocentrisme. De même sont rejetées les analyses issues de la théorie du " grand partage " qui tendent trop souvent à considérer les sociétés traditionnelles comme des antithèses de la société occidentale contemporaine. Cette approche conduit Florence Weber à émettre des réserves sur le recours à l'économétrie, qui semble lourd de conséquences : les mathématiques, comme tout langage extérieur au monde observé, sont porteuses d'un ethnocentrisme, d'un anachronisme difficile à maîtriser par le chercheur. Dans ce cadre, la notion de marché n'est pas sans poser problème et il serait peut-être préférable de retenir la " transaction marchande " comme objet d'étude, en relation avec la question des rapports interpersonnels et de leur rupture. Cette analyse est indissociable d'une réflexion sur le don, considéré le plus souvent par les anthropologues comme un anti-marché, ou comme un pré-marché. Contrairement à la donation, la vente est censée rompre le lien personnel entre le vendeur et l'objet, entre le vendeur et l'acheteur. Il demeure fondamental néanmoins de s'interroger sur la pertinence

de cette affirmation qui est loin de constituer une évidence. La première partie du colloque était consacrée à la présentation d'une série de rapports historiographiques dont le but était double. D'une part, la définition du " marché de la terre " en tant qu'objet d'étude étant relativement récente, il était essentiel de dégager les acquis directs et indirects de la recherche passée. D'autre part, il était important de distinguer ce qui, dans les études scientifiques, relevait des spécificités régionales du monde médiéval mais aussi des différences induites par la diversité des écoles historiographiques nationales.

Le rapport sur l'historiographie britannique de l'Angleterre médiévale [Chris Dyer] montrait combien cette tradition nationale fut précurseur sur le sujet. Elle s'y est intéressée dès les années soixante. Depuis, la problématique du marché paysan de la terre n'a cessé d'être développée autour de deux grands axes de réflexions. Ainsi, la question classique des origines du capitalisme, de l'existence de facto d'une propriété paysanne, et donc d'une capacité à transacter malgré les structures juridiques, a été fortement débattue. Parallèlement, l'historiographie britannique s'est fortement polarisée sur la question des comportements " chayanoviens ", c'est-à-dire sur une régulation du marché par les cycles familiaux. Ces travaux montrent combien les Britanniques ont, dès les années soixante-dix, orienté leurs recherches vers les thématiques essentielles du sujet comme la question de la propriété et des motivations non directement économiques des acteurs économiques médiévaux.

L'historiographie nord-américaine [Paul Freedman], qu'il n'est pourtant pas toujours facile de distinguer de l'historiographie britannique, présente sur le sujet un visage fort différent et il faut expliquer pourquoi de ce côté de l'Atlantique, le marché de la terre a très peu retenu l'attention des historiens. L'influence de l'école de Toronto et, d'une manière générale, le primat d'une dichotomie opposant individualisme " moderne " et communauté paysanne médiévale, n'ont pas aidé à la prise en compte des phénomènes complexes régissant le marché foncier. L'articulation entre pouvoir seigneurial et autonomie paysanne a souvent - à Toronto en particulier - été traitée de manière schématique et les questions de famille et de transmissions ont été interrogées en dehors de toute référence au système seigneurial. Enfin, bien que l'école américaine d'inspiration anthropologique offre des clés d'analyse des motivations non-économiques des acteurs du marché de la terre, le plus souvent, ces travaux se sont détachés des questions matérielles. Ils ne constituent donc que rarement des éclairages sur notre sujet.

Le terme de marché de la terre (Grundstücksmarkt) est totalement absent de la littérature scientifique de langue allemande consacrée au haut Moyen Âge [Ludolf Kuchenbuch]. Les relations étudiées, envisagées sous l'angle des transferts de biens, sont vécues comme bipolaires sans qu'une entité multilatérale ne se dégage. Trois thématiques semblent pouvoir être distinguées : les acquisitions seigneuriales, l'usage des terres au sein de la familia et la possession

bourgeoise de la terre. Si le marché de la terre ne semble donc pas un concept opératoire au sein de la recherche allemande, il est pourtant possible d'envisager des investigations en ce sens. Les archives laissées par les grands monastères de Francie orientale pourraient servir de base à une remise en cause des catégories juridiques habituellement admises, notamment en ce qui concerne les donations. Les obstacles sont nombreux pourtant. Les traditions ne fournissant par exemple que peu de prix. Des possibilités existent pourtant pour l'étude d'un "marché" dans le cadre des procédures de négociation. **Le rapport consacré à la fin du Moyen Âge pour l'espace germanique [Joseph Morsel] rejoint largement les constats opérés pour la période antérieure.** On serait en peine de trouver des développements sur le marché de la terre tant dans les ouvrages classiques d'histoire rurale que dans les principaux périodiques de langue allemande. Lorsqu'elle approche ces thèmes, la recherche s'est essentiellement polarisée sur l'étude de l'aristocratie et de la supposée crise agraire de la fin du Moyen Âge. Pour leur part, les historiens de l'ex-RDA concentraient leurs travaux sur l'apport du capital bourgeois au cœur du féodalisme. Ainsi, les études de cas sur des villages qui auraient permis d'étudier un éventuel marché de la terre sont quasiment inexistantes. Il est pourtant possible de trouver dans la littérature allemande des éléments pour une histoire du marché foncier, notamment en ce qui concerne la place respective du marché et des successions dans la circulation des terres. De même, malgré l'absence de sources notariées, une documentation existe pour entreprendre ce type de recherches sur l'Allemagne.

L'historiographie de l'Italie [François Menant et Sandro Carocci] a de longue date abordé des thèmes intéressants l'histoire du marché de la terre, mais, en dehors de quelques pionniers -présents pour la plupart à ce colloque - les historiens de la péninsule l'ont souvent fait de manière indirecte. Ainsi, les deux prismes d'études dominants en Italie peuvent informer l'histoire du marché de la terre, en même temps qu'ils ont pu constituer des freins au développement d'études spécifiques. L'histoire rurale dominante, notamment l'école de Bologne s'est beaucoup plus intéressée à l'histoire des contrats agraires qu'à celle des transactions : l'objet central d'étude était avant tout le pouvoir dans les sociétés rurales. Une masse documentaire exceptionnelle est donc encore largement exploitable. De même la prégnance de la question urbaine n'est pas sans poser problème. L'historiographie est fortement "urbanocentrique", ce qui oriente fortement la répartition géographique des études. Mais surtout, l'analyse s'est largement polarisée sur l'appropriation de la terre rurale par les citadins : la propriété et les transactions paysannes ont été négligées. Finalement, ce sont le plus souvent des étrangers (Cf infra les communications de W. Day, C. Wickham, L. Feller) qui ont certainement le plus apporté à l'étude du marché de la terre en Italie. De fait, la richesse de la documentation italienne, comme les apports de l'historiographie permettent d'envisager des développements scientifiques importants. L'étude des prix y est vraisemblablement

plus aisée que pour bien des régions d'Occident. La précocité et la richesse des fonds notariaux ouvrent de vastes perspectives, dans la mesure où les apports de l'historiographie seront intégrés tout autant que réorientés. Dans la patrie de la *micro storia*, les horizons potentiels d'études semblent donc considérables.

L'historiographie de la Catalogne [[Lluís To Figueras](#) et [Paul Freedman](#)] est, pour le haut Moyen Âge, profondément marquée par la figure de [Pierre Bonnassie](#). Cet auteur ayant considéré l'existence d'une circulation massive d'alleux comme la preuve d'une liberté paysanne généralisée, le marché de la terre a été étudié comme un prisme marquant de la société médiévale. Si pour le Moyen Âge central et tardif, le marché prend plutôt la forme de cession de tenure et d'emphytéose, il n'en a pas moins été un objet d'étude important pour les historiens de la Catalogne. Il est vrai que la richesse de la documentation catalane a permis, y compris pour des périodes anciennes, des études sur les prix et les comportements des acteurs sociaux dans le cadre de la transaction. À cet égard, la référence aux logiques chayanoviennes fut constante et, pour l'ensemble de la période médiévale, la tradition marxiste est restée forte et l'analyse systémique dominante. Le marché de la terre est donc très présent dans cette historiographie, il n'est pourtant pas sûr que la domination de la vente et de l'achat dans la circulation des terres ne doive pas être remise en cause. Lorsque la documentation permet une étude fine, on s'aperçoit en effet que de nombreuses transactions constituent davantage des héritages masqués que des actes commerciaux. Une mise en perspective critique de l'historiographie s'impose donc ; elle sera aidée par une documentation exceptionnelle.

La recherche semble s'être beaucoup moins intéressée au thème du colloque pour les autres régions de l'Espagne actuelle [[Carlos Laliena Corbera](#)]. L'historiographie ne s'est pas totalement tenue à l'écart du problème, mais elle s'est avant tout concentrée sur la question de la grande propriété foncière : le marché de la terre apparaît ainsi comme un problème marginal. Il est vrai également qu'à l'exception de certaines régions, la documentation est déficiente et que les recherches futures ne pourront se faire que de manière très inégale dans les différentes zones de la péninsule. Pourtant au travers des travaux déjà réalisés, on peut dégager des éléments propres à favoriser des études spécifiques. On trouve des analyses de prix socialement déterminés grâce à des recherches sur les liens de parenté et de clientèle. De fait, l'attention portée à trois grands mouvements historiques ont pu toucher indirectement la problématique du colloque : la constitution des grands domaines fonciers, l'influence croissante des villes et la Reconquista. C'est donc à partir de ces bases que pourra s'établir la recherche future, en tentant de dégager les artéfacts historiographiques et en gardant à l'esprit que l'état de la documentation a aussi joué un rôle dans le faible développement des études.

La France méridionale [[Monique Bourin](#)] a longtemps été délaissée par l'historiographie ruraliste avant de devenir, au cours des vingt

dernières années, un terrain essentiel de la recherche française.

Emmanuel Le Roy Ladurie fut un des acteurs essentiels de ce retournement. Attirant l'attention sur l'espace languedocien, il a surtout marqué son empreinte par l'intégration de la dimension anthropologique dans l'analyse de la société rurale. Ces travaux provoquèrent un changement d'échelle d'observation et un basculement, jamais démenti à ce jour, vers une anthropologie se détournant de l'économie. Il n'y a donc pas à s'étonner que l'historiographie n'ait pas fait du marché de la terre un objet d'étude autonome. L'abandon des perspectives économiques, mais aussi la " tyrannie de la famille ", de ses structures comme de ses conflits, ont joué leur rôle. Pourtant, si un retournement historiographique s'opère, la réduction de l'échelle d'analyse et le mode d'approche par la famille peut nous rapprocher d'une étude du marché où l'unité est la transaction. L'observation du marché lui-même reste à faire, mais les recherches dont les apports pourraient être très féconds existent : parmi elles, l'étude des contrôles locaux ou seigneuriaux dans leur articulation spatiale est vraisemblablement la plus prometteuse.

Pour la France du Nord [[Ghislain Brunel](#)], l'historien peine également à trouver des travaux spécifiques sur le marché de la terre. Pourtant, certains pôles d'intérêt de l'historiographie ont indirectement abordé le sujet. Les recherches portant sur la démographie et les défrichements sont celles qui font le plus souvent apparaître des études sur les transactions et les prix. Même si les explications d'inspiration démographique mènent souvent à des schémas monocausaux, on y trouve parfois des réflexions éclairantes, sur le choix des terres, par exemple. De même l'étude des rapports entre villes et campagne, bien qu'elle ne concerne le plus souvent qu'une partie limitée de l'espace rural, offre comme pour l'Italie, des éléments de réflexion. Mais ce sont finalement les analyses du système seigneurial qui peuvent être le plus utiles à une étude du contrôle juridique et social du marché de la terre. L'examen des coutumes, de la justice foncière pourrait être féconde pour le sujet, même si l'étude spécifique du marché de la terre reste à faire.

Le point de vue de [Patrice Beck](#) est sensiblement différent : l'absence d'étude directement consacrée au sujet pour la France moyenne ne doit pas faire oublier l'omniprésence du marché de la terre dans l'historiographie de tradition blochienne. Le marché est constamment implicite. Les études sur la seigneurie, sur l'aliénabilité de la tenure ainsi que sur les rapports ville-campagne posent clairement les jalons d'une recherche future. Deux auteurs peuvent être retenus, compte tenu de leur influence actuelle. Les travaux de Guy Bois permettent en premier lieu d'aborder les rapports entre marché et " crise du féodalisme ". Ceux de Barbara Rosenwein, grâce à une réflexion sur la nature de la donation, ouvrent la voie à une interrogation sur l'opposition entre une économie du don fondée socialement sur le " service " et une économie de marché. Par son lien avec l'anthropologie, Barbara Rosenwein apporte une inspiration nettement nord-américaine, mais son livre sur le réseau de voisinage

de Cluny est désormais un classique de toute étude bourguignonne, et bien au-delà. On rejoint par là une interrogation essentielle sur le rapport entre monde seigneurial et marché de la terre pour lesquels les études passées offrent des analyses diachroniques fondatrices. Le rôle de la seigneurie banale, par le biais notamment de la surimposition, dans l'émergence d'un marché, est par exemple une des questions auxquelles l'historiographie passée de la France moyenne est susceptible d'avoir déjà en partie et indirectement répondu.

Concluant la série de rapports historiographiques, la communication de W. Day ne concernait pas l'étude d'une région particulière, mais la présentation des recherches menées par trois économistes anglo-saxons. L'étude de Townsend étudie l'économie villageoise à l'aune de la micro-économie. Utilisant les apports scientifiques les plus récents qui permettent d'étudier des économies de l'incertain par le biais de la théorie des jeux, il démontre que la fragmentation des terres, tout comme la diversité des baux répondent à un comportement de réduction des risques. L'ouvrage a, bien entendu, été mieux reçu par les économistes que par les historiens qui ont souligné les lacunes et les généralisations abusives de Townsend. Jean-Pierre Florens insistait néanmoins, au cours des discussions, sur la fragilité de ces critiques. Il n'est pas pertinent selon lui de critiquer une analyse d'économiste sur la qualité de ses hypothèses fondamentales, de ses " faits stylisés ". Il est en effet très simple de les modifier. En revanche, le modèle d'équilibre général rencontre en effet certaines limites qui le rendent vraisemblablement problématique pour une application au village médiéval. Le recours à la théorie des jeux permet cependant de pallier ces problèmes en grande partie.

Persson s'inscrit quant à lui dans une perspective macro-économique. De manière classique, il s'interroge sur le rôle des différents agrégats dans la croissance économique médiévale. Il étudie notamment l'importance du progrès technique mais aussi de la croissance démographique à laquelle sa démonstration donne une place essentielle. Il est à noter que cette démarche rejoint largement certaines recherches historiques passées qui trouvent ici un développement mathématiquement formalisé. Le dernier ouvrage, celui d'Hoffmann, fait appel à la troisième grande partie de la science économique. Il s'agit en effet d'une analyse économétrique classique de la production, visant à une étude des différents facteurs de production et de l'évolution de la productivité totale. Ici encore, on peut identifier des objets historiques qu'ont pu connaître historiens médiévistes et modernistes. Les ouvrages présentés offrent donc des études utilisant l'ensemble des instruments de la science économique actuelle, et si une vigilance à l'égard d'un éventuel danger d'anachronisme est nécessaire, la formalisation mathématique semble pouvoir être un moyen d'investigation et de compréhension important dans l'avenir. Si l'on excepte quelques régions favorisées, force est de constater le faible nombre d'études consacrées spécifiquement au marché de la terre médiévale. Pourtant l'ensemble des rapports historiographiques, dont les conclusions se rejoignent

largement insistent sur deux points principaux qui tendent à établir un constat optimiste sur les potentialités de recherches. Le terrain n'est pas vierge, l'historiographie passée ayant souvent traité de manière indirecte des thématiques riches d'enseignement pour le sujet de ce colloque. En outre, les sources ne semblent pas faire défaut et, pour l'ensemble de l'Occident, les différents rapporteurs ont souligné les possibilités offertes par les fonds médiévaux. Il n'y a finalement pas à s'étonner, encore moins à se plaindre, de la modestie des études passées : elle ne fait que souligner le caractère novateur d'une étude des sociétés médiévales centrée sur le marché de la terre. Le colloque réunissait un nombre important de figures pionnières en ce domaine et la seconde partie de la semaine était consacrée à l'exposition d'études de cas qui devaient, au-delà de leurs apports propres, servir de base à la mise en place d'un programme de recherches futures. La première des études de cas [Philipp Scofield] était consacrée au marché paysan de la terre dans le Sud-est de l'Angleterre aux environs de 1300. L'analyse se fonde essentiellement sur le dépouillement de court rolls manoriaux de la région ainsi que d'autres types de sources incluant des chartes paysannes. Au-delà d'une certaine homogénéité du système manorial, on constate des différences notables de situations entre les différences seigneuriales. La taille et le nombre de parcelles en circulation varient notablement d'un manoir à l'autre. Une étude des contextes sociaux économiques et démographiques permet de s'interroger sur les causes de ces différences. L'analyse tente ainsi de faire la part du rôle joué par certains pôles, de certaines institutions de la Common Law et des comportements seigneuriaux. Les facteurs démographiques et les comportements de type chayanovien n'apparaissent pas déterminants parmi les motivations paysannes de recours au marché. Cela dit, la nature et l'origine de la documentation limitent fortement l'étude de ces mêmes motivations : les *court rolls* sont rédigés pour le seigneur qui se préoccupe de son profit, et pas du marché paysan de la terre. Un tel contexte documentaire constitue donc un obstacle majeur quant à l'appréhension des stratégies sociales qui assurent la mise en place d'une logique de marché.

L'étude des domaines de l'évêché de Winchester avant la Peste noire [Mark Page] aborde la question essentielle de la nature du marché de la terre et de son corollaire, la propriété paysanne au sein du cadre manorial anglais. Les pipe rolls de Winchester ont enregistré plus de 36 000 paiements de droits de mutation (*entry fines*) entre 1263 et 1349. Ces sources apportent la preuve d'une stratégie seigneuriale de contrôle lucratif sur les mouvements de terres contrairement au moins en partie aux coutumes. Par là même, ces transactions, dont seule une part peut relever d'un éventuel " marché ", sont légitimées : elles attestent d'une évidente souplesse des structures juridiques du cadre manorial. Il faut pourtant nuancer la vision d'une libre disposition de la terre par les paysans qui mènerait à penser qu'au sein de la seigneurie, tout se passe comme si les tenanciers étaient des propriétaires pleins et entiers de leur terre, des acteurs à part entière d'un libre marché. On notera tout d'abord que le mode dominant de

circulation est de loin l'héritage, mais surtout les exemples présentés ne relèvent généralement que de cessions limitées, notamment dans le temps, qui relèvent plus de la location que de la transaction. Cependant des concessions à très long terme de parcelles issues de la tenure existent bel et bien et sont validées par le seigneur. Pourtant les structures seigneuriales permettent aussi des remises en cause de ces cessions. Ces retours en arrière sont le résultat d'une volonté du seigneur de limiter fragmentation et accumulation, mais aussi d'une volonté paysanne de recouvrer des terres aliénées, le plus souvent par leurs ascendants. Le système manorial est bien l'élément structurant de ce marché de la terre même si l'existence attestée de circulation non-enregistrée par les *rolls* suggère qu'un marché existait hors du contrôle direct de l'évêque : il ne faut pas oublier que par définition l'image renvoyée par le miroir des sources seigneuriales ne peut-être que celle d'un flux contrôlé.

La communication consacrée à la Toscane et plus particulièrement aux régions de Lucques et Florence [William R. Day et Chris Wickham] abordait deux types de facteurs informant le marché de la terre : la géographie et le statut social des contractants. Bien que les problèmes monétaires et métrologiques ne laissent pas de compliquer la tâche de l'historien, l'étude géographique du Contado permet de montrer l'influence de la distance aux marchés agricoles sur le prix de la terre. La distance à la cité joue également un rôle dans l'implication différentielle des urbains dans le marché foncier. L'influence urbaine ne se limite donc évidemment pas à la fonction commerciale, même si les corrélations entre prix de la terre rurale et prix des céréales montrent que l'appropriation par les citadins n'est pas seule en cause. Globalement le poids de la ville est essentiel et croissant : il contribue fortement à la hausse des prix de la terre, et ce, d'autant plus que les parcelles sont proches de la cité. L'étude du marché foncier de Tassignano permet d'apprécier l'influence de la présence ecclésiastique. On remarque en effet que les prix sont forts différents lorsque des laïcs vendent à leurs pairs et lorsqu'ils vendent à des institutions ecclésiastiques pour lesquels les prix sont beaucoup plus élevés. Le phénomène se retrouve de manière moins nette pour d'autres localités, mais une tendance générale semble décelable, démontrant dans ce marché foncier des facteurs politico-sociaux qui s'ajoutent aux déterminants strictement économiques. L'étude consacrée à la Catalogne des XIe-XIVe siècles [Lluís To Figueras] offrait un nouveau regard sur le développement d'un marché de la terre au sein d'un cadre seigneurial. Le début de la période est caractérisé par la disparition des alleux. La circulation des parcelles étudiées est donc celles des tenures, qui n'étaient pas censées circuler. L'histoire de cette période est pourtant bien celle d'un marché des tenures régulé par des seigneurs qui en tirent profit, après avoir vainement tenté de l'interdire. C'est en effet au XIIe siècle, à partir de l'exemple qu'ils avaient développé en milieu urbain, que les seigneurs ont mis en place les lods et ventes : ils leur permettent d'effectuer un prélèvement plus lucratif que le simple cens et ils offrent

simultanément l'occasion d'imposer des institutions qui contribuent à contrôler le marché foncier. Des boni homines garantissent ainsi normalement le paiement d'un juste prix en même temps que le seigneur conserve à la fois un droit de préemption, et un droit de regard sur la solvabilité des transactants qui sont leurs dépendants. Dans ce cadre, un comportement paysan " à la Giovanni Levi " qui surévalue le prix d'une terre lorsqu'elle est cédée à un parent est très peu probable étant donné le poids considérable des droits de mutations. Ce poids montre d'ailleurs combien le seigneur cherchant à tirer profit du marché, demeure avant tout dans une logique de contrôle et ne cherche pas a priori à développer la circulation. Le paradoxe de la Catalogne est d'ailleurs qu'avec des taux de prélèvement sur les mutations élevés, le marché devrait être étouffé. Il ne l'est pourtant pas, même s'il faut peut-être se garder de surévaluer son ampleur.

Cette place du marché dans le fonctionnement de la société rurale était au cœur de l'étude consacrée à l'Aragon [Carlos Laliena Corbera]. Les sources notariales permettent de constater une place très réduite des achats et ventes dans la circulation des terres grâce à une démarche comparatiste opposant deux cas dont l'un subissait l'influence urbaine. Dans le cas proprement rural, on assiste à un marché paralysé vraisemblablement en raison de l'importance considérable de la propriété ecclésiastique et seigneuriale aragonaise et de son mode de gestion. De fait le marché foncier est pris dans un étau entre une disponibilité de terre limitée à la vente et une offre d'affermage au contraire abondante et avantageuse. Dans ce cadre, les cessions de terres par les paysans relèvent plus du problème de l'endettement que d'une logique marchande : de nombreux remboursements de dette prennent la forme légale d'une vente. Ici encore le modèle " à la Giovanni Levi " ne semble pas opératoire. Pour le second cas présenté, l'influence urbaine semble engendrer un marché moins atone. Pourtant, l'urbanité nuance plus la situation qu'elle ne la modifie réellement et il semble possible de parler d'un " modèle méditerranéo-intérieur " où la présence du marché de la terre est apparemment très restreinte. De même l'étude de quelques patrimoines semble dégager une tendance à la stabilité : les stratégies d'accumulation semblent très rares (contrairement à la région de Valence par exemple). Il y a donc comme un paradoxe pour l'historien dans cette région équilibrée, connaissant une croissance commerciale remarquable et qui continue de connaître un marché de la terre très médiocre. L'étude de cette dissymétrie est certainement une voie d'avenir pour la compréhension de ces sociétés rurales de la fin du Moyen Âge. La dernière étude de cas présentée [Agnès Gramain et Laurent Feller] est, à de nombreux égards, pionnière. Fruit d'une coopération inédite, elle visait à " revisiter les Abruzzes ", à reprendre à la lumière des instruments de la théorie économique, les recherches entreprises par le médiéviste sur le marché de la terre de cette région d'Italie centrale. Alliant formalisation mathématique et analyse historique des sources, cette démarche est apparue susceptible de dépasser l'opposition entre

économistes et historiens. L'étude du médiéviste permet d'établir deux éléments essentiels à la pertinence de l'analyse statistique. Elle a en effet démontré la fiabilité d'une source, le cartulaire de Casauria (fin du XIIe siècle), et son homogénéité qui autorise un traitement statistique. Contrairement à de nombreux cartulaires, il n'est pas le fruit d'une reconstruction tardive, de sélections, de falsifications mais reflète du plus près qu'il est possible la stratification des archives dans leur diversité et leur complexité. L'analyse historique a permis la différenciation de trois périodes très hétérogènes qui seule a pu rendre intelligible le traitement économétrique (850-870, 870-900, 950-1050). Étape cruciale, le " nettoyage du fichier " a permis d'exclure des séries de ventes retenues, les cas aberrants qui auraient pollué l'analyse statistique. De manière rassurante, le médiéviste constatait que ces ventes atypiques étaient bien pour l'historien des cas particuliers que l'on pouvait donc légitimement éliminer d'une étude générale tout en les retenant pour une analyse spécifique. De fait, ce qui constitue un " nettoyage " pour le statisticien est pour le médiéviste un tri qui lui permet de distinguer les transactions statistiquement représentatives des transactions historiquement significatives. Le modèle économétrique standard appliqué par l'économiste apporte des informations très instructives : il établit la part respective des différentes cultures dans la formation du prix de la terre et démontre la variation du prix de l'unité de surface en fonction de la surface vendue. Plus encore, il semble prouver l'existence d'une monétarisation profonde de la société au sens où les contractants semblent maîtriser l'équivalence monétaire des moyens de paiement. Sans avoir remis en cause les premières analyses de l'historien, la puissance interprétative du modèle économétrique semble incontestablement démontrée.

Cette dernière étude de cas présentée, la voie était ouverte aux conclusions. La première [François Bougard] en même temps qu'elle revenait sur les travaux de la semaine, tentait de faire un parallèle avec la problématique développée par l'École Française de Rome sur les " transferts patrimoniaux " au haut Moyen Âge. Il apparaît ainsi que l'interrogation sur le marché de la terre permet d'envisager une approche critique du modèle dominant reposant sur la notion de " don " Le primat de la famille, la tradition historiographique, les sources tendent en effet à faire de la donation le mode normal de la transmission médiévale. Or cette attitude revient à sous-évaluer l'importance de la transaction marchande dont l'existence est pourtant réelle. Étudier en détail le fonctionnement du marché de la terre permet donc de revenir sur cette question essentielle. Il est nécessaire de reprendre les sources pour y dégager la place des transactions, sans bien sûr oublier que la vente cache souvent des transferts de natures différentes. Les approches juridiques et sociales doivent ici se combiner pour tenter de percevoir la complexité des échanges. La seconde conclusion [Chris Wickham] revenait sur ce point, soulignant que les travaux de cette semaine avaient montré qu'il est souvent artificiel d'opposer commercial et non-commercial. Si les sources semblent entremêler ce que nous considérons comme deux

types de mutations, c'est aussi parce que leur stricte distinction est certainement anachronique. Cette réflexion ne peut se fonder que sur une approche historiographique critique. Répondant à cette nécessité, la première partie du colloque a montré la diversité des situations entre les différentes traditions nationales. Il apparaît clairement que seules l'Angleterre et la Catalogne ont donné lieu à de nombreuses études sur le marché de la terre. Dans les autres pays, à l'exception de quelques pionniers, le problème est resté largement négligé par les médiévistes, même si les différentes traditions historiographiques régionales ont ouvert des voies dans cette direction. La réflexion se concentre au niveau paysan, ce qui ne signifie pas au niveau des paysans, bien d'autres acteurs sociaux intervenant à ce niveau. Ces premières études permettent surtout d'orienter la réflexion sur le but même de cette recherche : que voulons nous savoir ? Pourquoi étudions-nous le marché de la terre ? Donner un sens à des faits économiques est certainement un des objectifs premiers. Mais, au-delà du simple fonctionnement de la circulation foncière, et compte tenu de la place éminente de la terre dans les sociétés médiévales, la problématique du marché de la terre constitue un véritable prisme pour l'histoire sociale du Moyen Âge. La discussion finale permettait aux participants de cerner le champ des études à venir. A partir des exemples proposés, six protocoles d'étude, objectifs et méthodes, ont été définis qui permettront de poursuivre, dans les trois années à venir, les voies ouvertes aux treilles : bien évidemment à partir des Court Rolls anglais à partir de registres notariaux ; à partir des origines de la fiscalité sur les mutations seigneuriales à partir des données des comptabilités seigneuriales ; par le traitement statistique sur des données sérielles, selon le modèle présenté pour les Abruzzes par les dossiers des mutations d'un bien, qui réunissent les chartes précédant l'entrée de ce bien dans le patrimoine ecclésiastique, les archives y entrant, en même temps que le bien. La discussion finale permettait aussi de revenir sur l'objectif central de cette rencontre, la confrontation entre historiens, économistes et anthropologues en même temps qu'elle tentait de proposer des perspectives d'avenir. La durée du colloque a été sans aucun doute un élément essentiel au développement d'une intercompréhension entre les spécialistes des différentes disciplines. Ainsi, les économistes et les anthropologues ont pu progressivement pénétrer le vocabulaire et les problématiques propres à l'histoire médiévale pendant que les médiévistes pouvaient se convaincre de l'importance des apports potentiels des deux autres disciplines. Il est ainsi clairement apparu que le recours aux techniques économétriques et, plus généralement, économiques, devait faire l'objet d'un développement futur. Les économistes ont pu apprécier la qualité surprenante des sources médiévales pour ce type d'exploitations. Le regard anthropologique a permis de mettre en garde contre les dangers que recèle pourtant cette démarche. Comme tout langage, la formalisation mathématique est potentiellement porteuse d'une déformation ethnocentrique. Cependant Jean Pierre

Florens soulignait que les médiévistes prêtaient déjà dans leurs propres travaux des comportements économiques complexes aux hommes du Moyen Âge. Si anachronisme il y a, il n'est peut-être pas dans la formalisation. Au contraire, l'explicitation que nécessite le recours au modèle économétrique est peut-être l'occasion, à l'aide des outils de l'anthropologie, d'une mise en perspective critique féconde de l'approche historique.